

Bulletin de Liaison

du Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique –

Imprimé par AJC BP4 91750 CHAMPCUEIL — Périodicité : autre - C.P. n°0904S05391 —

Directeur de Publication Annie Kieffer — 7, rue G.Môquet 94801 VILLEJUIF

Tél. 01.49.58 35 85 — Télécopie 01.49 58 35 33 — Courrier Electronique : sntrs-cgt-ch@vjf.cnrs.fr

N° 1

10 février 2004

1 euro.

Bulletin élaboré par le Bureau du Secteur Chercheurs du SNTRS–CGT.

Spécial Chercheurs



Syndicalisme Recherche

Le Bureau du secteur chercheurs du Sntrs-Cgt : Jean-Michel Biquard, Janine Cohen, Françoise Courtin, Michel Gruselle, Bernard Krust, René Malzieu, Gilles Mercier, Geneviève Miquel, Martine Pomerance, Laurent Tassan-Got

Edito:

GAGNER, POUR NOUS ET POUR L'AVENIR !

Le 29 janvier 2004, 10 à 15 000 chercheurs, ITA, enseignants-chercheurs, post-doctorants, doctorants, agents contractuels de la recherche publique ont manifesté leur mécontentement et leur inquiétude en marchant sur Matignon : **la recherche va mal, il faut la sauver !** A la date du 6 février, près de 40 000 travailleurs de la recherche ont signé la pétition « Sauvons la recherche ». Près de 60% des directeurs de laboratoires INSERM et plus d'un tiers des directeurs de formations du CNRS ont annoncé leur décision de démissionner de leurs fonctions administratives (probablement le 9 mars) si le gouvernement ne donne pas les moyens à la recherche française pour exister. Jamais, un mouvement de protestation n'a eu une telle ampleur dans la recherche en France. La puissance de ce mouvement entraîne le ralliement d'Institutions et d'Associations qui avaient soutenu jusqu'à présent la politique que nous combattons. Le ralliement le plus

frappant est celui des associations caritatives qui sont, pourtant, un des vecteurs du travail clandestin dans la recherche. Le 10 décembre 2003, les associations caritatives, au conseil d'Administration de l'INSERM, ont encore soutenu le gouvernement et la direction de l'Institut sur le budget 2004 malgré la protestation des personnels. Il faut se féliciter de ces ralliements qui isolent un peu plus le gouvernement. Ce constat doit inciter aussi les personnels à garder les yeux ouverts et à mesurer que leur action doit s'inscrire dans la durée. Au-delà de la période présente, même si le gouvernement reculait, il faudra rester mobilisé. En effet, la lutte restera nécessaire contre la précarité, pour l'embauche jeune sur statut de titulaire (à l'issue de la thèse), pour un salaire reconnaissant les qualifications, pour une dotation récurrente suffisante des laboratoires, pour la démocratie dans les EPST et les Universités. Avec ou sans Assises de la recherche, il faudra affronter le gouvernement

et bien d'autres forces qui ne partagent pas les idées soutenues par les personnels quant à l'organisation de la recherche.

Mais, nous n'en sommes pas là, car le gouvernement refuse toujours de répondre aux exigences des personnels de recherche. Dans l'immédiat, il refuse d'attribuer aux laboratoires la totalité des crédits bloqués depuis 2002 et de transformer les CDD créés dans le budget 2004 en postes de titulaires. Il ne concrétise toujours pas les mesures annoncées pour donner un vrai contrat aux doctorants payés par des libéralités. Il ne propose rien pour les post-doctorants rémunérés aussi par des libéralités. Quant aux doctorants non rémunérés dans les Sciences de l'Homme et de la Société, il ne veut pas les voir. Il a engagé, avec la direction de l'INSERM, un processus de destruction de nombreuses équipes : baisses très fortes des dotations récurrentes, projet de « labelisation » d'équipes sans dotation, dotation qui ne tient plus compte du nombre de chercheurs et d'ITA. Il ne veut pas discuter, encore moins négocier, ses projets de réforme pour accentuer le pilotage autoritaire du système de recherche publique s'appuyant sur le développement de la précarité, sur un salaire revalorisé pour ceux qui le servent (on appelle cela le salaire au mérite), sur la marginalisation des EPST et sur le recours massif aux financements incitatifs. Il ne veut pas d'Assises de la recherche qui soient

indépendantes et qui associent tous ceux qui travaillent dans la recherche. Pour préparer sa loi d'orientation, il veut des colloques limités aux représentants institutionnels en concédant un strapontin aux organisations représentant les personnels.

A partir de la mi-février jusqu'au début mars, l'intersyndicale nationale de la recherche demande aux organisations syndicales dans les régions de prendre, en convergence avec les collectifs locaux « sauvons la recherche », des initiatives en direction de l'opinion publique. Ainsi, le SNTRS-CGT, en convergence avec d'autres organisations, appelle les personnels des laboratoires de la région parisienne à se mobiliser, **le 3 mars**, en direction de l'opinion publique pour expliquer aux franciliens que la gravité de la situation dans les laboratoires est une sérieuse menace pour l'avenir du pays. A l'appel de l'intersyndicale de la recherche, **le 9 mars** une grande journée de mobilisation nationale est prévue afin de soutenir les directeurs de formation de l'INSERM et du CNRS qui se réunissent pour discuter de la démission de leur fonction administrative. Le **12 mars**, l'intersyndicale nationale de la recherche appelle aussi les personnels des laboratoires de la recherche publique à agir en convergence avec ceux de l'Enseignement dans toutes les régions.

·
Michel PIERRE
Secrétaire général adjoint

La recherche publique : les raisons de la crise !

Les organismes de recherche (Cnrs, Inserm, Inra, etc) jouent un rôle déterminant dans la politique scientifique de notre pays. Par leur statut, ils ont assuré à la communauté scientifique une relative autonomie face au pouvoir politique. Cette autonomie a été renforcée par le statut de titulaire de la Fonction publique gagné en 1982 par les

personnels de ces organismes après plusieurs décennies de lutte.

Si la recherche ne crée pas directement de valeur mais produit uniquement des connaissances, celles-ci doivent avant tout servir les intérêts des entreprises privées et des pouvoirs politiques à leur service. Cette conception est celle des gouvernements qui se sont succédés depuis Giscard d'Estaing en

1974. L'intermède 1981-1984 qui marqua une rupture dans ces orientations, fut rapidement suivi d'un retour du dirigisme et d'une vision utilitariste de la recherche.

Le pilotage de la recherche s'est heurté au statut des organismes et à celui de ses personnels. Pour contourner cet obstacle, le pilotage s'est opéré par la diminution progressive des financements récurrents et l'augmentation parallèle des financements contractualisés venant du Ministère, de l'Industrie, des Associations dites caritatives (vecteurs des politiques gouvernementales dans le biomédical), des directions d'organismes et de l'Europe. La multiplication de ces sources de financements a nuit à la cohérence des stratégies de recherche, mais qu'importe, l'important était de transformer les laboratoires publics en prestataires de service.

L'affirmation de l'ancien ministre Cl Allègre « La recherche c'est pour faire de l'argent » était dans la droite ligne de ce que déclarait en 1978 un secrétaire d'Etat de Giscard d'Estaing « on n'a pas besoin de chercheurs mais de trouveurs ! ». Les majorités politiques changent, mais les choix stratégiques demeurent. L'asservissement de la recherche et de ses personnels aux stratégies des entreprises se heurte actuellement à la structure budgétaire des organismes. Les crédits récurrents même insuffisants assurent encore aux scientifiques une relative marge de liberté. Première pierre, la fongibilité des budgets mise en place par le gouvernement Jospin et qui sera opérationnelle en 2005 va y mettre fin. Ventilés par programme ils permettront aussi bien l'achat d'équipements que l'embauche de précaires. Ne seront financés que les programmes jugés prioritaires par le pouvoir politique. Autre pierre, le contrôle du dispositif ; le gouvernement Raffarin veut faire des fondations qu'il est en train de créer les donneuses d'ordre dans différentes disciplines, les organismes fournissant le personnel et les locaux. Dans le biomédical, le processus de marginalisation des organismes est plus avancé. Ainsi, les instituts, Cochin à Paris et Purpan à Toulouse, créés à partir de l'éclatement des unités de recherche au profit de petites équipes mises en concurrence au

sein de départements, sont devenus des entités autonomes du Cnrs et de l'Inserm, pilotées directement par le ministère via des mandarins locaux. A l'Inserm, le DG a réduit le mandat des unités et poussé à leur éclatement en équipes afin de les asservir aux mandarins hospitalo-universitaires. Cette politique s'accompagne d'un autoritarisme jamais vu jusqu'à maintenant. Les classements des instances ne sont plus respectés, les profils des unités sont modifiés par le DG, tous les dossiers des commissions ne sont même pas transmis au Conseil scientifique. A l'Institut Pasteur, la direction crée des équipes d'une durée de 5 ans. Le département de virologie va être supprimé, le SIDA n'étant plus une priorité, les équipes y travaillant sont priées d'aller voir ailleurs.

Afin de réduire les dépenses de l'Etat et de forcer les laboratoires à rechercher des financements extérieurs, les budgets de la recherche n'ont jamais répondu à l'évolution des besoins. Résultat : **la recherche française est en voie de clochardisation !** Le matériel est vieillissant, les participations aux réunions scientifiques deviennent de plus en plus difficiles, les commandes de produits se réduisent chaque année, etc, etc. L'administration, en sous effectif, n'est plus au service des laboratoires depuis longtemps. Les règles de gestion imposées par les tutelles sont avant tout des moyens de contrôle, voire des freins à l'activité des laboratoires.

Mais pour que le pilotage de la recherche soit efficace il faut aussi asservir les hommes et les femmes qui font la recherche. Comment ? en développant la précarité. Les précaires dépourvus de toutes garanties statutaires sont corvéables à merci et affectés sur les thèmes prioritaires du moment. Nombre de précaires n'ont même pas de couverture sociale. Le recrutement de plus en plus tardif justifié par la nécessité de « maturer » pas seulement par les directions mais aussi par certains cadres scientifiques du milieu biomédical et des SHS, maintient les jeunes scientifiques dans la précarité. La création de CDD en lieu et place des postes statutaires ne peut qu'amplifier le désintérêt des jeunes pour les carrières scientifiques, ceci d'autant que les recrutements

statutaires ne cessent de diminuer notamment à l'Inserm, où la situation est particulièrement dramatique, et que les rémunérations de nos professions sont très basses relativement à la qualification. Pour amener les statutaires à travailler sur les priorités définies par des comités ad-hoc, on leur propose des primes de 1500 euros/mois comme à l'Inserm.

Voilà les raisons de la crise de la recherche. Insuffisance des financements et des recrutements, précarité massive, autoritarisme, mise à l'écart de la communauté scientifique dans la définition des orientations.

Non, la crise n'est pas due aux structures de recherche qui seraient inadaptées. La recherche souffre d'une insuffisance de moyens et de démocratie. L'ensemble des instances scientifiques est marginalisé au profit d'une couche de technocrates qui n'ont plus mis les pieds dans les laboratoires depuis longtemps. L'autoritarisme, en même temps, conduit à désespérer les personnels et à leur faire considérer cette politique comme inéluctable.

Non, la crise n'est pas due au statut des personnels. **Que ceux qui prétendent le contraire quittent leur fonction de direction et acceptent des emplois précaires payés au rabais !** Nous verrons s'ils seront plus

productifs. Ce sont les carrières bloquées, les sous-rémunérations, la précarité endémique, qui diminuent l'efficacité du travail.

La réduction des moyens, les attaques contre le statut des personnels, la précarisation massive relèvent d'une même cohérence. Il n'est pas possible de défendre la recherche en s'en tenant uniquement à la revendication juste des moyens. La revendication des moyens doit être accompagnée pour être efficace de celle des emplois et de leur statut.

Revendiquer des moyens en restant évasif sur les deux autres points revient implicitement à accepter la politique du gouvernement de démantèlement des organismes de recherche et du statut.

Pour arrêter le déclin de la recherche française, il faut :

Une augmentation conséquente des crédits récurrents des laboratoires

Assurer la pérennité des structures de recherche

Augmenter très significativement le nombre de recrutements

Recruter jeunes sur statut de titulaire

Gilles Mercier et Michel Pierre

A l'INSERM, combien de chercheurs titulaires SDF?

Le gouvernement et la direction de l'INSERM mettent en situation de SDF des chercheurs titulaires et cela ne fait que commencer si nous ne parvenons pas à les arrêter rapidement. Le mécanisme est simple et dramatiquement efficace. La dotation des Unités de recherche ne prend plus en compte, à partir de 2004, le nombre de chercheurs présents dans une Unité de recherche mais seulement l'intérêt que la direction porte au projet de l'Unité, indépendamment de l'avis des instances scientifiques. Dès cette année, 60% des Unités voient leur dotation baisser dramatiquement

de -15% à -80% par rapport aux crédits effectivement attribués en 2003. Pour les prochaines années, il est prévu d'avoir des Unités sans dotation. Elles devront se débrouiller pour trouver des financements ailleurs. A terme, seules les Unités prioritaires seraient dotées significativement par l'INSERM. Comme dans le même temps, la direction fait pression pour que les Unités deviennent plus petites et focalisées, de nombreux chercheurs vont se trouver exclus de leurs Unités sans pouvoir en rejoindre une autre. En effet, l'arrivée d'un chercheur n'est plus accompagnée d'une augmentation de la

dotation de l'Unité et il est déconseillé de faire grossir les Unités. Dans ces conditions, une Unité n'a pas intérêt à accueillir un chercheur qui frappe à sa porte sauf s'il dispose de contrats substantiels. Le nombre d'Unités n'augmentant pas, il va apparaître une masse de chercheurs titulaires sans moyens de travail. Cela ne va plus être une situation rare. Le processus est amorcé.

Les chercheurs travaillant à l'INSERM ont donc tout intérêt à combattre la politique de restructuration brutale qui commence. Il serait

dangereux pour la qualité et l'originalité des recherches menées à l'INSERM que la direction réussisse dans sa campagne de culpabilisation et de division : il faut éliminer ceux qui ne sont pas très bons et ne garder que les meilleurs. On ne sait jamais quand la centrifugeuse va s'arrêter et on est jamais sûr de qui va être centrifugé. Les moins bons ? Les moins serviles ? Ceux qui font une recherche originale pas immédiatement valorisable ?

Michel Pierre

Libéralités : où en est on ?

Le gouvernement s'était engagé à amorcer la transformation des libéralités pour les doctorants rémunérés par les fondations caritatives en véritables contrats avec les Universités lors de l'inscription en thèse. 300 à 400 contrats ont été annoncés pour 2004. Nous n'avons toujours rien vu. Mensonge ou retard dans l'application de cette mesure.

De plus, les doctorants touchant des libéralités sont bien plus nombreux que les contrats prévus en 2004. Il faut des moyens supplémentaires. Des post-doctorants sont aussi concernés. Il faudra aussi que le gouvernement accepte de discuter des doctorants non rémunérés qui sont particulièrement nombreux dans les Sciences de l'Homme et de la Société.

Le syndicalisme chercheur face aux évolutions en cours

La recherche a jusqu'à maintenant fonctionné sur la base d'un compromis implicite entre les scientifiques et le pouvoir politique. Vous nous laissez faire notre recherche dans les laboratoires, nous vous laissons faire votre politique dans les organismes ! Ce compromis reposant sur l'attribution des crédits récurrents aux unités, devenait de plus en plus boiteux au fur à mesure de la réduction de ces crédits et de la difficulté à décrocher des contrats.

La donne a changé. Fini la liberté de recherche, place aux contrats d'objectifs, l'heure est à l'autoritarisme pour les directions et à l'obéissance pour les scientifiques. L'organisation est matricielle, chacun doit s'y mouler !

L'organisation de la recherche publique se calque sur celle de l'entreprise privée avec la hiérarchisation absolue et l'omnipotence des directions. Les chercheurs doivent être des exécutants, y compris les directeurs de laboratoires. Ces derniers doivent de moins en moins être des scientifiques et de plus en plus des managers gérant les personnels de leur laboratoire.

Ceux qui veulent continuer à faire de la science devront dégager ! Exagération diront certains, demandez aux directeurs d'unité de l'Inserm ce qu'il en est !

Dans ce nouveau paysage de la recherche qui se construit, le syndicalisme historique dominant qu'est le Sncs sur lequel s'est forgée l'identité chercheur n'est plus adapté. Syndicalisme de régulation, du compromis permanent avec le pouvoir politique et les

directions d'organisme, il ne constitue plus la réponse nécessaire à l'autoritarisme de ces directions et du gouvernement. Ceci d'autant qu'ayant abandonné toute démarche revendicative il se transforme en association de scientifiques, relais de divers groupes de pression de notables du milieu, tout en essayant de couvrir le terrain des jeunes scientifiques à travers la Confédération des Jeunes Chercheurs.

La détermination des forces dominantes à assujettir définitivement la recherche publique aux stratégies du Capital ne laisse aucune marge de compromis au milieu.

Les succès des diverses pétitions expriment l'évolution qui s'opère chez les collègues. Le milieu n'est pas près à se laisser tondre sans réagir. L'espace s'ouvre pour le

syndicalisme de lutte. D'une certaine façon l'émergence de Sud au Cnrs en est l'illustration. Mais ne nous y trompons pas, si dans un premier temps Sud va se nourrir de la crise de la Cfdt, sa surenchère pseudo revendicative ne sert qu'à occuper le terrain face à la Cgt.

Le syndicalisme Cgt dans la recherche doit bien prendre la mesure des évolutions profondes en cours. Il faut être offensifs sur les problèmes fondamentaux : les salaires, les créations de postes statutaires, l'âge du recrutement, les niveaux d'embauches, les conditions de travail. Dans le même temps, il faut placer la Science comme un outil de compréhension du monde et de libération.

Gilles Mercier et Michel Gruselle

Elections au comité national de la recherche scientifique.

Ces élections doivent désigner les représentants des personnels au Comité national. Il s'agit d'élire ses représentants dans toutes les catégories (3A1-professeurs, 3A2-Directeurs de recherche, 3B1-Chargés de recherche, 2B2-Maitre de conférence, 3C-Ingénieurs, Techniciens, Administratifs). Sauf pour le collège C où l'élection se fait sur liste à la proportionnelle, dans tous les autres corps le scrutin est uninominal. Je ne reviendrai pas sur le rôle du Comité national, mais rappelons qu'il joue un rôle important pour l'évaluation des laboratoires, les recrutements et les promotions des chercheurs. Depuis des années la direction, suivant en cela les directives des gouvernements, rogne les prérogatives des sections du Comité National, préférant les « experts ». Evidemment ces « experts » n'ont de compte à rendre à personne, sauf à ceux qui les ont nommés ! Dans le contexte des attaques du gouvernement contre le statut des

personnels et de la crise des financements due à des budgets catastrophiques, il est clair que la direction et le gouvernement préféreront des élus à leur botte. Raison de plus pour envoyer dans les sections des femmes et des hommes compétents, honnêtes et soucieux du bien public. Pour avoir de la force, ces élus devront s'appuyer sur une organisation solide, capable de les informer et de leur donner les moyens de s'organiser pour résister aux pressions de la direction. Le SNTRS-CGT se bat avec vigueur pour des moyens nouveaux et des postes statutaires. En particulier, il agit pour la transformation immédiate des 550 contrats à durée déterminée en postes de titulaires. Les chercheurs ont donc tout intérêt à ce qu'il y ait des élus CGT au comité national. Pour cela, il faut une grande mobilisation du syndicat pour rechercher de bons candidats et les inciter à se présenter avec le programme du syndicat.

Michel Gruselle